

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 3 juillet 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

PMI : les indices PMI Caixin pour juin restent en zone d'expansion mais sont en baisse

Politique monétaire : réunion du comité de la PBoC pour le deuxième trimestre

Banque et finance [\(ici\)](#)

Banque centrale : nomination de PAN Gongsheng comme secrétaire du Parti de la PBoC

Marché boursier : les indices enregistrent une baisse générale cette semaine

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-UE : l'Union européenne impose des droits antidumping définitifs sur certains fûts en provenance de Chine

ALE : 4^e cycle de négociations d'un accord de libre-échange entre la Chine et le Nicaragua

Climat des affaires [\(ici\)](#)

ZLE : le gouvernement chinois publie une circulaire visant à mettre en place de nouvelles réformes d'ouverture dans certaines zones de libre-échange

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Politique industrielle : le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) publie des mesures visant à améliorer la fiabilité de l'industrie manufacturière

Luxe : visite de Bernard Arnault (LVMH) en Chine

Matières premières : la Chine annonce la mise en place de contrôles d'exportation sur le gallium (Ga) et le germanium (Ge), ainsi que leurs dérivés

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Environnement/climat : déplacement de Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé du pacte vert

Energie : augmentation des importations de charbon au cours des cinq premiers mois de l'année

Environnement : réunion technique sur l'implémentation de l'initiative « le bambou comme substitut du plastique »

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Relations internationales : 15 M USD dépensés depuis 2014 par HKTDC pour du lobbying aux Etats-Unis

Ventes : les ventes au détail ont bondi de 18,4 % à Hong Kong en mai (g.a)

Données : mémorandum signé entre le gouvernement central et Hong Kong concernant les flux transfrontaliers de données

Immobilier : le taux de vacance des bureaux en hausse

Macao

Secteur du jeu : en juin 2023, les revenus des casinos ont augmenté de 513 % en glissement annuel mais ont diminué par rapport à mai 2023

Taiwan [\(ici\)](#)

Restrictions chinoises sur les terres rares : pas d'impact sur Taiwan à court terme

Réserves de change : un nouveau rebondissement modeste en juin 2023

Dette extérieure : les États-Unis restent le premier débiteur de Taiwan pour le 31^e trimestre consécutif

Immobilier : le Yuan exécutif annonce de nouvelles mesures pour lutter contre la spéculation immobilière

Chine continentale

Conjoncture

PMI : les indices PMI Caixin pour juin restent en zone d'expansion mais sont en baisse

L'indice des directeurs d'achats (PMI) [Caixin](#) pour le secteur manufacturier baisse très modérément en juin, à 50,5 (contre 50,9 en mai), mais reste en zone d'expansion, alors que l'indice officiel est en zone de contraction depuis 3 mois ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 26 juin](#)). Le sous-indice de la production diminue après le sommet en mai mais reste en zone d'expansion. Il en va de même, pour le sous-indice des nouvelles commandes, qui baisse légèrement mais demeure au-delà de 50. Par catégorie, la demande des produits de consommation augmente, tandis que celle des produits intermédiaires reste stable, et celle des produits d'investissement diminue. Le sous-indice d'emploi s'améliore légèrement mais demeure en contraction. Pour mémoire, le niveau des sous-indices n'est pas détaillé par Caixin.

L'indice PMI Caixin pour le secteur des services est de 53,9 en juin (contre 57,1 en mai). L'indice reste en zone d'expansion pour six mois consécutifs, mais est au plus bas depuis janvier. Le ralentissement témoigne d'une demande qui tend à diminuer. Tous les sous-indices se maintiennent en zone d'expansion, mais en recul par rapport au mois de mai.

N.B. Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., compte un échantillon plus petit (500 entreprises) que le PMI officiel publié par le NBS (3000 entreprises), et inclut plus de petites et moyennes entreprises, plutôt privées, avec une plus grande part d'entreprises exportatrices situées dans les régions côtières. Il arrive donc régulièrement que les deux indices divergent.

Politique monétaire : réunion du comité de la PBoC pour le deuxième trimestre

La réunion du comité de politique monétaire de la People's Bank of China (PBoC) s'est tenue à Pékin le 28 juin dernier. Lors de la réunion, la PBoC a présenté son analyse sur la situation économique en Chine et à l'étranger, le communiqué indiquant que la politique macro-économique menée depuis le début de cette année mettait l'accent sur la stabilité pour « promouvoir une amélioration générale du fonctionnement économique ». La politique monétaire s'oriente vers un « renforcement sur l'ajustement contracyclique » et le déploiement des outils politiques visant à servir l'économie réelle ainsi que prévenir et contrôler les risques financiers. D'après le communiqué de la PBoC, les taux d'intérêt des prêts ont « considérablement baissé » et les bénéfices tirés des réformes augmentant le rôle du marché dans la fixation des taux d'intérêt « continuent de s'accroître ». Cela favorise d'après la banque centrale une transmission efficace de la politique monétaire.

Pour rappel, le 20 juin dernier, la PBoC a annoncé une réduction du *loan prime rate* (LPR) de 10 points de base ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 19 juin](#)), la première baisse de ce taux depuis août 2022.

Sur le marché des changes, l'offre et la demande sont « équilibrées dans l'ensemble » selon la PBoC. L'excédent courant conserve sa stabilité. Les réserves de change sont suffisantes et le taux de change du RMB reste « relativement stable, à un niveau raisonnable et équilibré ». Cela permet selon la banque centrale de maintenir la stabilité du taux de change du RMB.

Par rapport à la réunion du premier trimestre, quatre changements sont à relever :

- **La force motrice endogène n'est toujours pas assez forte et la demande est encore insuffisante.** La PBoC estime qu'il manque de dynamique dans la reprise économique depuis le 2^{ème} trimestre, les taux de croissance de l'investissement et de la consommation étant relativement faibles.
- **Il faut « renforcer le contrôle exercé par la politique économique »** (加宏观政策调控力度), **soutenir efficacement la demande domestique et améliorer l'environnement de consommation.** La PBoC indique qu'il faut renforcer l'ajustement contracyclique de la politique monétaire et prévenir efficacement les risques financiers.
- **Il faut prêter attention à « la faiblesse des changements dans l'évolution des prix »** (物价走势边际变化), **qui doivent rester relativement stables.** Pour rappel, l'IPC n'a augmenté que de 0,2 % en g.a. en mai et l'inflation devrait se maintenir à un niveau similaire pour le mois de juin. Toutefois, les autorités chinoises ont nié que la Chine se trouve en situation déflationniste aujourd'hui, espérant que les prix se redressent au second semestre de l'année.
- **Il faut se prémunir résolument contre le risque de fortes fluctuations du taux de change** en mettant en œuvre les politiques d'ensemble et stabilisant les prévisions.

Pour rappel, le yuan se déprécie face au dollar américain depuis le début du mois de mai, passant de 6,9 à 7,25 cette semaine. Cette dépréciation, qui rapproche le taux de change de son point bas de novembre dernier (7,3 CNY pour 1 dollar, au plus bas depuis 2008) a poussé les autorités chinoises à agir pour soutenir le yuan. Cela a notamment pris la forme de fixations récurrentes d'un taux de référence quotidien du yuan bien supérieur au consensus du marché, ou encore récemment d'une seconde baisse en l'espace d'un mois du taux de rémunération des dépôts en dollars, comme le rapporte [Reuters](#).

Banque et finance

Banque centrale : nomination de PAN Gongsheng comme secrétaire du Parti de la PBoC

Le Département de l'organisation du Comité central du Parti communiste chinois a [annoncé](#) le 1er juillet la nomination de PAN Gongsheng, vice-gouverneur de la banque centrale, au poste de secrétaire du Parti de la PBoC. Le poste était auparavant occupé par GUO Shuqing depuis 2018. Depuis 2012, PAN Gongsheng est vice-gouverneur de la PBoC et, depuis 2016, directeur général de la *State Administration of Foreign Exchange* (SAFE).

Né en 1963 dans l'Anhui, PAN Gongsheng a fait des études de comptabilité au Zhejiang Metallurgical Economics College et ensuite a été professeur d'économie de cette école entre 1980 et 1987. Il a obtenu en 1990 une maîtrise en économie de l'Institut d'études sur le travail et les ressources humaines de l'Université Renmin de Chine et en 1993 un doctorat en économie du Département d'études sur l'économie de la même université.

En outre, Pan a suivi une formation d'un an (1997-1998) à la CAMB (University of Cambridge) lorsqu'il travaillait à l'ICBC (Industrial and Commercial Bank of China), une formation de six mois (2009) à l'Ecole centrale du Parti et une formation de six mois (2011) au HKS (John F. Kennedy School of Government, Harvard Kennedy School) lorsqu'il travaillait à l'ABC (Agricultural Bank of China).

Entre 1993 et 2008, Pan a travaillé à l'ICBC pour divers services tels que le crédit immobilier, la planification financière, les ressources humaines, etc. Il a été notamment adjoint du directeur général de sa succursale de Shenzhen, le directeur général de la planification financière de l'ICBC, le chef du Bureau de la réforme en actionnariat, le directeur général de la gestion stratégique et des relations avec les investisseurs ainsi que le secrétaire du conseil d'administration.

Entre 2008 et 2012, Pan a travaillé à l'ABC en tant que directeur général adjoint et directeur exécutif. Il a été en même temps le président de l'ABC International à Hong Kong et le président de l'ABC au Royaume-Uni.

Marché boursier : les indices enregistrent une baisse générale cette semaine

Cette semaine, les marchés boursiers en Chine enregistrent de façon générale une baisse modérée. Par ailleurs, l'indice Star Market 50 de la bourse de Shanghai et l'indice principal de la bourse de Pékin (BSE 50) ont reculé significativement depuis le début du mois de juin, de respectivement 5,9 % et 6 %.

S'agissant du *stock connect*, alors que sur l'ensemble du mois de juin les marchés actions chinois ont enregistré des entrées nettes de capitaux d'un montant de 14 Mds RMB, durant la première semaine de juillet les sorties nettes de capitaux s'élèvent à 9,2 Mds RMB.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50
Entre le 3 et le 7 juillet	-0,4%	-0,2%	-1,3%	-2,1%	-1,3%	-1,0%
Depuis le 1er juin	0,7%	-0,2%	0,9%	-1,1%	-5,9%	-6,0%
Depuis le 1er janvier	-1,2%	3,5%	-1,2%	-7,6%	3,3%	-6,3%

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine-UE : l'Union européenne impose des droits antidumping définitifs sur certains fûts en provenance de Chine

Le 3 juillet, la Commission européenne a décidé d'imposer des droits d'antidumping définitifs sur les fûts réutilisables en acier inoxydable (*stainless steel refillable kegs*) importés de la Chine pour une période de cinq ans, à compter du jour de la publication de la [réglementation](#). Les droits imposés varient de 62,6 % à 69,6 %.

Les présentes mesures font suite à une enquête qui a montré le dumping des fûts en provenance de Chine sur le marché de l'UE. Selon [le communiqué officiel](#) de la Commission, ces mesures contribueront à garantir que l'industrie européenne des fûts puisse faire face à une concurrence équitable avec les importations de fûts en provenance de Chine.

Les fûts réutilisables en acier inoxydable sont utilisés pour conserver et transporter des liquides, notamment la bière.

ALE : 4^e cycle de négociations d'un accord de libre-échange entre la Chine et le Nicaragua

Du 3 au 5 juillet, le 4^e cycle de négociations pour un accord de libre-échange (ALE) entre la Chine et le Nicaragua s'est déroulé à Managua (capital du Nicaragua). Selon [un communiqué](#) du ministère chinois du Commerce (MOFCOM), les deux parties ont tenu des consultations approfondies sur des sujets tels que le commerce de marchandises, le commerce transfrontalier de services, les services financiers et l'admission temporaire des personnels d'affaires. Par ailleurs, les deux parties ont convenu d'œuvrer ensemble pour conclure les négociations d'ici la fin du mois de juillet.

Pour rappel, les négociations pour cet ALE ont été lancées en juillet 2022. Le 1^{er} mai 2023, [un accord provisoire de libéralisation commerciale](#) (*early harvest agreement*) entre la Chine et le Nicaragua est entré en vigueur. En 2022, la Chine a importé environ 35 M USD de produits en provenance du Nicaragua, et y a exporté presque 723 M USD de biens, selon [les chiffres des douanes chinoises](#).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Climat des affaires

ZLE : le gouvernement chinois publie une circulaire visant à mettre en place de nouvelles réformes d'ouverture dans certaines zones de libre-échange

Le 29 juin 2023, le Conseil des Affaires de l'Etat a publié [une circulaire](#) visant à mettre en place des nouvelles réformes d'ouverture dans certaines zones de libre-échange (ZLE)¹ – dont Shanghai, Guangdong, Tianjin, Fujian, Pékin et le port de libre-échange de Hainan.

La circulaire s'appuie sur les principaux points suivants :

1. Le développement du commerce de biens : notamment l'autorisation de l'utilisation des certains mots ou adjectifs (tels que « château » « clos » etc.) sur les étiquettes d'importations des vins ou l'interdiction stricte d'importation de déchets étrangers (洋垃圾) et de biens usagés sous le nom de « produits remanufacturés » ;
2. La facilitation du commerce de services : en particulier, l'autorisation aux personnes physiques et morales résidant dans ces ZLE d'acheter des services financiers à l'étranger et des dispositions visant à encourager les professionnels de l'étranger à fournir des services aux sociétés et résidents de ces ZLE.
3. La facilitation d'admission temporaire des personnels d'affaires : notamment le prolongement jusqu'à deux ans du titre de séjour d'admission temporaire pour les hauts dirigeants des entreprises étrangères en Chine, ainsi que pour leurs conjoints et proches.
4. Le développement du commerce numérique : notamment, pour les importateurs et vendeurs de logiciels grand public, les autorités ne devraient pas exiger le transfert ou l'accès au code source de ces logiciels détenus par des sociétés ou des individus.
5. L'amélioration du climat des affaires : en particulier, des mesures pour les demandeurs de recours lié à la protection de la propriété intellectuelle.

Le MOFCOM est l'autorité chargée de la mise en œuvre et de la coordination de cette circulaire.

Retour au sommaire ([ici](#))

¹ Une zone de libre-échange (ZLE) est une zone établie sur le territoire chinois mais en dehors de la douane. Les politiques préférentielles sont notamment dans le domaine fiscal et de la surveillance douanière. L'objectif d'une ZLE est de réaliser la libéralisation et la facilitation commerciale. En principe, il s'agit de l'importation-fabrication-réexportation sans intervention de la douane.

Industrie et numérique

Politique industrielle : le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) publie des mesures visant à améliorer la fiabilité de l'industrie manufacturière

Le 30 juin, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'information (MIIT) a publié des [mesures](#) visant à améliorer la fiabilité de l'industrie manufacturière. Le MIIT considère que les progrès chinois en la matière sont encore insuffisants pour assurer la montée en gamme industrielle et atteindre un niveau similaire à celui des industries étrangères.

En conséquence, le MIIT présente une approche en deux phases : (i) d'ici 2025, rehausser les normes de fiabilité des produits nationaux et mettre en œuvre des projets tels que la création d'au moins trois plateformes communes de services de recherche et développement (R&D) sur les technologies de fiabilité, plus de 100 démonstrations d'amélioration de la fiabilité, le soutien à plus de 1 000 fabricants ; (ii) d'ici 2030, atteindre les standards internationaux de fiabilité pour 10 produits clés (liste non précisée).

Les efforts sont concentrés sur trois secteurs en particulier, à savoir les machines (pompes et vannes, lasers, capteurs...), l'électronique (puces haut de gamme, composants optiques de précision...) et l'automobile (LIDAR, systèmes embarqués...). Le gouvernement central compte apporter un soutien financier à ces secteurs en rendant les investissements des entreprises dans la fiabilité des produits déductibles fiscalement, et en priorisant la fiabilité des produits lors de l'attribution de subventions publiques et de procédures d'achats.

Pour rappel, les orientations stratégiques de la Chine en matière de standardisation s'inscrivent dans le temps long et répondent à des objectifs industriels et stratégiques. Le plan *China Standards 2035* confie ainsi à la *Standardization Administration of China* (SAC) la mission de définir une stratégie de long terme. L'objectif est notamment de promouvoir des standards de « haute qualité », et ainsi contribuer à la réalisation des objectifs industriels de Made in China 2025, et à la mise en œuvre de stratégie nationale d'intégration civilo-militaire. Ces standards de « haute qualité » devraient aider les entreprises chinoises à s'internationaliser. Ils devraient en outre prendre en compte les priorités environnementales et sociales des autorités.

Luxe : visite de Bernard Arnault (LVMH) en Chine

Bernard Arnault, président-directeur général de LVMH, a récemment effectué une [visite](#) en Chine et s'est rendu à Pékin, Chengdu et Shanghai. Il s'agit du deuxième dirigeant d'un groupe français du luxe à se rendre en Chine depuis la réouverture post-Covid, après la visite en février de François-Henri Pinault, président-directeur général de Kering. D'autres dirigeants étrangers ont séjourné en Chine au cours des derniers mois, notamment Elon Musk (Tesla), Jamie Dimon (JPMorgan Chase) ou Tim Cook (Apple).

Selon le cabinet d'études de marché Euromonitor, les dépenses de luxe en Chine devraient dépasser celles des Etats-Unis et de l'Europe occidentale au cours des quatre prochaines années au moins. Les consommateurs de Chine continentale devraient dépenser 444,7 Mds USD en produits de luxe cette année et 632,5 Mds USD en 2027. A titre de comparaison, ces chiffres s'élèvent respectivement à 264,8 Mds USD et 340,5 Mds USD pour les consommateurs américains ; 295 Mds USD et 381,5 Mds USD pour les consommateurs d'Europe occidentale.

Ainsi, Euromonitor note une reprise inégale d'une région à l'autre et estime que seules l'Asie et l'Amérique du Nord ont retrouvé leurs niveaux d'avant la pandémie. Les consommateurs chinois tendraient à considérer les produits de luxe comme des actifs d'investissement, pouvant générer des revenus par leur revente ultérieure ou leur location via des plateformes.

Pour rappel, le marché chinois du luxe s'est contracté de 10 % en 2022 d'après Bain & Company ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 6 février 2023](#)).

Matières premières : la Chine annonce la mise en place de contrôles d'exportation sur le gallium (Ga) et le germanium (Ge), ainsi que leurs dérivés

Le 3 juillet, la Chine a annoncé la mise en place de contrôles d'exportation sur le gallium (Ga) et le germanium (Ge), ainsi que leurs dérivés, tous soumis à l'octroi d'une licence préalable d'exportation agréée par le ministère chinois du Commerce (MOFCOM), à partir du 1^{er} août 2023. Le passage à une logique de licence préalable ne signifie pas mécaniquement que la Chine restreindra les échanges des matières concernées mais lui donne une base juridique pour le faire.

La Chine présente ces annonces comme une réponse légitime aux contrôles d'exportation de technologies relatives au secteur des semi-conducteurs adoptées par les Etats-Unis (7 octobre 2022), le Japon (23 mai 2023) et les Pays-Bas (30 juin 2023). Le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré que ces mesures étaient similaires à celles en vigueur dans l'Union Européenne (UE) tandis que le porte-parole du MOFCOM a insisté sur la nature duale des applications de ces minéraux et la légitimité d'imposer des contrôles-export.

Cependant, les mesures chinoises se distinguent par leur portée très large et la prise en compte d'intérêts économiques. Il est vrai que l'oxyde de gallium avait fait l'objet de contrôles d'exportation de la part des Etats-Unis en août 2022, à cause de ses applications duales. A l'inverse, les mesures annoncées par le MOFCOM sont très larges et concernent l'ensemble des matières premières et les oxydes associés au germanium et au gallium. En outre, [l'annonce](#) du MOFCOM renvoie explicitement à la défense de ses intérêts (利益) nationaux, et pas uniquement à la défense de la sécurité nationale (国家安全).

Du point de vue de la politique industrielle, le contrôle des exportations de matériaux primaires (non-raffinés) s'inscrit dans la lignée du renforcement des efforts de la Chine pour renforcer la nationalisation des chaînes de valeur. Ces mesures permettent ainsi d'inciter les producteurs en aval des chaînes de valeur à investir localement pour le raffinage des matières premières, voire la production de certains matériaux composites de semi-conducteurs. D'un point de vue technologique, le potentiel du gallium et du germanium pour doper les performances des semi-conducteurs fait l'objet d'un fort intérêt des acteurs chinois du secteur, que ce soit au niveau académique ou dans l'industrie.

Bien que ces annonces mettent en évidence une domination chinoise sur ces chaînes de valeur à court terme, celles-ci devraient soutenir une hausse des cours mondiaux de ces matières premières, rendant ainsi viables des projets considérés jusqu'alors comme polluants et peu incitatifs économiquement. A moyen terme, des capacités d'extraction pourraient ainsi être relancées hors de Chine. Le développement de filières de recyclage, ou le recours à des stocks stratégiques, sont également des alternatives.

Développement durable, énergie et transports

Environnement/climat : déplacement de Frans Timmermans, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé du pacte vert

Le 3 et 4 juillet, Frans Timmermans s'est rendu en Chine, afin de tenir la [quatrième réunion annuelle](#) du dialogue UE-Chine de haut niveau sur l'Environnement et le Climat (HECD). Ce dialogue se tient avec le premier des vice-premiers ministre chinois, M. DING Xuexiang. C'est le premier de ce type depuis le renouvellement du personnel politique chinois lors des deux sessions parlementaires (*lianghui*) de mars 2023 et donc le premier tenu avec M. DING. Frans Timmermans a également eu des entretiens avec l'envoyé spécial chinois pour le climat, M. XIE Zhenhua, ainsi que le ministre de l'Ecologie et de l'Environnement, M. HUANG Runqiu. Enfin, il a tenu [un discours à l'université de Tsinghua](#).

Il ressort notamment de ces entretiens que la Chine et l'UE vont établir un dialogue bilatéral pour échanger sur le projet de mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE, qui suscite de franches oppositions de la part des autorités chinoises (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 19 juin 2023](#)).

Energie : augmentation des importations de charbon au cours des cinq premiers mois de l'année

L'association chinoise de transport et distribution du charbon a recommandé que les acheteurs chinois de charbon diminuent les achats de charbon à l'étranger pour éviter d'impacter les fournisseurs locaux. En effet, la Chine a importé 182 millions de tonnes de charbon dans les cinq premiers mois de l'année, une hausse de 90 % par rapport à l'année précédente. Ces importations ont eu des effets négatifs sur les producteurs locaux dont les profits ont diminué de 20 % au cours des cinq premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente. Cette hausse des importations est expliquée par la crainte des pénuries d'électricité au cours de l'été à cause de la chaleur importante (voir [brèves du SER de pékin de la semaine du 19 juin 2023](#)), mais également par des tarifs plus avantageux (le tiers du prix de septembre 2022) et le contexte diplomatique, avec notamment la fin de l'interdiction de l'importation de charbon en provenance d'Australie (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 9 janvier 2023](#)).

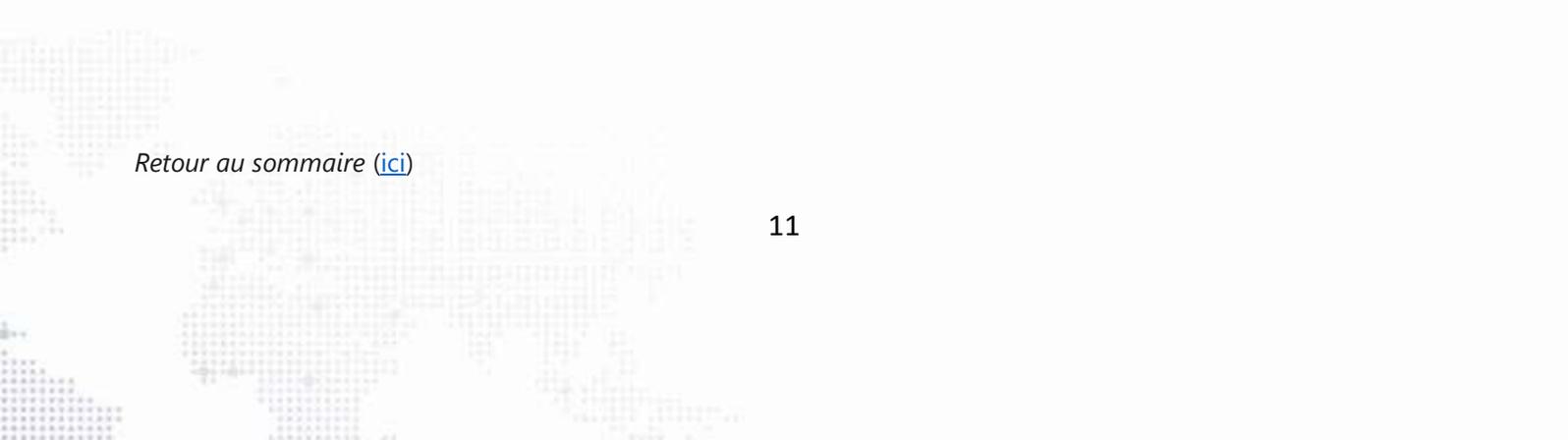
Environnement : réunion technique sur l'implémentation de l'initiative « le bambou comme substitut du plastique »

Le 5 juillet, s'est tenue à Pékin une [réunion](#) sur la mise en œuvre de l'initiative « le bambou comme substitut du plastique ». Cette dernière a été [lancée](#) en novembre dernier par l'Organisation internationale sur le bambou et le rotin (INBAR), en coopération avec le gouvernement chinois.

L'INBAR, organisation internationale basée à Pékin, collabore avec le Centre international sur le bambou et le rotin (ICAR), organisation nationale chinoise créée en support à l'INBAR, afin de constituer deux grandes équipes de recherche, au niveau national et au niveau international, en faveur de la mise en place de l'initiative. Au niveau domestique, l'ICAR planifie un projet national sur la recherche et l'innovation technologique qui inclut : sélection et culture ciblée des espèces de bambou adaptées comme alternative au plastique ; développement des

substituts à base de bambou pour l'usage quotidien, dans les secteurs des transports et de l'agriculture ; construction d'un système complet d'évaluation pour l'ensemble de la chaîne industrielle des produits substitutifs. A l'international, l'INBAR prévoit un projet sur la R&D des produits de substitution adaptés aux caractéristiques des espèces de bambou dans les différents pays membres.

Pour mémoire, l'initiative « le bambou comme substitut du plastique » avait été présentée par un représentant de l'INBAR à Paris lors des négociations relative au futur traité sur les pollutions plastiques, en mai dernier.



Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Relations internationales : 15 M USD dépensés par HKTDC pour du lobbying aux États-Unis depuis 2014

Le récent rapport du *Hong Kong Democracy Council* a mis en avant les activités de lobbying du gouvernement de Hong Kong aux États-Unis, menées pour promouvoir les intérêts économiques et politiques de la RAS. Le *Hong Kong Trade Development Council* (HKTDC), financé par le gouvernement de Hong Kong, a dépensé près de 15 M USD depuis 2014 pour rencontrer différents acteurs politiques à Washington par le biais de cabinets de lobbying.

Le rapport a également révélé que les dépenses de lobbying ont augmenté lorsque des législations débattues au Congrès américain concernaient Hong Kong. Étant donné les tensions entre les États-Unis et la Chine, les activités de lobbying de Hong Kong dans ce pays pourraient y être soumises à une surveillance accrue à l'avenir.

Ventes : les ventes au détail ont bondi de 18,4 % à Hong Kong en mai (g.a)

Les ventes au détail ont bondi de 18,4 % à Hong Kong en mai (g.a), grâce au retour des touristes et à une hausse des dépenses des résidents. Les ventes ont atteint 34,5 Mds HKD (4,41 Mds USD), enregistrant ainsi une sixième augmentation consécutive. Au cours des cinq premiers mois de l'année, les ventes au détail ont augmenté de 19,2 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Données : mémorandum signé entre le gouvernement central chinois et Hong Kong concernant les flux transfrontaliers de données

Hong Kong et le gouvernement central chinois ont signé un mémorandum pour faciliter les transferts transfrontaliers de données dans la région de la *Greater Bay Area*, ce qui pourrait donner à Hong Kong un nouveau rôle dans la gestion des données chinoises, renforçant ainsi sa position de hub technologique. La *Cyberspace Administration of China* (CAC) et le Bureau de l'innovation, de la technologie et de l'industrie de Hong Kong vont élaborer des règles pour sécuriser la circulation des données dans la région. Bien que la CAC n'ait pas publié de détails, elle a déclaré que l'accord devrait améliorer les échanges de données entre la Chine continentale et Hong Kong, permettant une utilisation plus sécurisée et rapide des données.

Cependant, certains experts craignent que cet accord puisse compromettre la protection des données des utilisateurs, sachant que les lois hongkongaises sur l'utilisation des données personnelles sont considérées plus strictes que celles de la Chine continentale.

Immobilier : le taux de vacance des bureaux en hausse

Les loyers et les prix de vente des bureaux devraient continuer à baisser en raison du taux élevé d'inoccupation, de la construction de nouveaux bâtiments ainsi que de la tendance des entreprises à réduire leurs espaces de travail. Bien que les entreprises souhaitent le retour de leur personnel au bureau, le télétravail est en effet de plus en plus populaire à Hong Kong selon CBRE, groupe de conseil en immobilier.

Le taux de vacance des bureaux a atteint 15,7 % au premier semestre de 2023 et devrait continuer à augmenter avec l'arrivée de nouvelles surfaces sur le marché. Les loyers devraient également baisser de 1 à 2 % au second semestre selon Marcos CHAN, responsable de la recherche pour CBRE à Hong Kong.

Macao

Secteur du jeu : en juin 2023, les revenus des casinos ont augmenté de 513 % en glissement annuel mais ont diminué par rapport à mai 2023

Les revenus des casinos ont augmenté en juin de 513 % en g.a. à 1,89 Md USD mais ont baissé de 2,3 % par rapport au mois de mai. Selon les analystes de Bloomberg, ce ralentissement, malgré les vacances de la Fête des Bateaux Dragons et des concerts de haut niveau, suggère que les casinos ont de plus en plus de difficultés à inciter les visiteurs à dépenser. Au cours des six premiers mois de l'année 2023, les revenus des casinos ont augmenté de 205 % en g.a mais restent inférieurs de 36 % à leur niveau atteint au cours de la même période en 2019.

Taiwan

Restrictions chinoises sur les terres rares : pas d'impact sur Taiwan à court terme

La presse reprend les réactions de la ministre de l'Economie, WANG Mei-hua, s'agissant du contrôle sur les exportations chinoises de gallium et de germanium à partir du 1er août prochain : la ministre a souligné que [la production chinoise de terres rares était importante](#) mais que ces matériaux étaient exportés vers Taiwan une fois transformés et raffinés, principalement des Etats-Unis et du Japon. A cet égard si l'impact à court terme paraissait limité, un suivi sur le plus long terme était nécessaire. Le bureau du développement industriel (MOEA) a précisé de son côté, qu'en dehors du secteur des semi-conducteurs, les domaines de la fibre optique, des écrans, des équipements médicaux ou encore des cellules photovoltaïques pouvaient s'appuyer sur d'autres matériaux de substitution ; néanmoins, il faudrait envisager vraisemblablement une hausse des prix avec la baisse de l'offre, et le coût de l'extraction des matériaux en dehors de Chine.

Réserves de change : un nouveau rebondissement modeste en juin 2023

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé que [les réserves de change avaient atteint 565 Mds USD fin juin 2023](#), soit une hausse de près de 2 Mds USD par rapport au mois précédent, représentant environ 15 mois d'importations de biens et de services. La CBC, qui attribue cette progression à la bonne gestion des réserves de devises, précise également que [la plupart des monnaies étrangères s'étaient appréciées au mois de juin par rapport au USD, y compris l'euro \(+1,63 %\) et la livre sterling \(+1,87 %\)](#). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD détenus par des investisseurs étrangers, ont atteint fin juin 592 Mds USD, représentant environ 105 % du montant des réserves de change. S'agissant des flux de fonds étrangers, selon les [statistiques récemment publiées par la FSC](#), Taiwan a enregistré une entrée nette de plus de 3 Mds USD en juin 2023, atteignant 24 Mds USD au cours des six premiers mois de l'année.

Dettes extérieures : les États-Unis restent le premier débiteur de Taïwan pour le 31^e trimestre consécutif

D'après les statistiques de la banque centrale (CBC), [l'exposition des banques taïwanaises à la dette américaine fin mars 2023 s'élevait à 144 Mds USD](#), en progression de 3,43 % par rapport à décembre 2022. Les États-Unis restent ainsi le premier débiteur de Taïwan. Suite aux dernières décisions de la Réserve Fédérale américaine sur les taux d'intérêt, l'augmentation des investissements des banques taïwanaises dans les obligations américaines a été entraînée par la hausse des rendements. La Chine apparaît toujours en deuxième position, avec un montant de 46,7 Mds USD, soit en baisse de -3,18 %; suivie de Hong Kong (36,6 Mds USD; +7,1 %), du Luxembourg (35,7 Mds USD; +6,25 %), du Japon (32,7 Mds USD; +1,4 %), de l'Australie (31,3 Mds USD; +7,97 %), du Royaume-Uni (18,8 Mds USD; +10,08 %), du Vietnam (17 Mds USD; -2,03 %), de Singapour (16,8 Mds USD; -6,25 %) et des îles Caïmans (16,7 Mds USD; -1,37 %). Ces dix premiers débiteurs représentent 73,5 % du total de l'exposition taïwanaise, qui s'établit à près de 540 Mds USD fin mars 2023 (+3 % en glissement trimestriel).

Immobilier : le Yuan exécutif annonce de nouvelles mesures pour lutter contre la spéculation immobilière

[Le Yuan exécutif](#) vient d'annoncer un nouveau dispositif de taxation immobilière, afin de libérer les logements inoccupés et d'homogénéiser les mesures mises en place au niveau municipal. Jusqu'ici, seules 10 villes imposaient une taxe de 1,5 à 3,6 % selon le nombre de logements possédés, les autres (dont New Taipei City) appliquant un taux fixe de 1,5 %. Désormais, le mécanisme appliqué au niveau national, est revu à la hausse entre 2 et 4,8 % selon le nombre de logements détenus. Une fois adopté au parlement, il pourrait entrer en vigueur en 2025. Selon le Ministère des Finances, [360 000 propriétés pourraient être concernées](#), et générer des revenus de l'ordre de 2,6 Mds TWD/an (77 MEUR).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :

Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Baptiste Gosson-Brion, Furui Ren, Antoine Moisson, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Florian Surre, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Pascal Millard, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Camille Fourmeau, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé Axel Demenet

Revu par :

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dgtrésor.gouv.fr